

Retraites : « Il faut nous fonder uniquement sur nos besoins »

Quelle est l'analyse des communistes-ouvriers sur les menaces contre les retraites ? Camille Boudjak et Nicolas Dessaux répondent aux questions de Stéphane Julien sur ce sujet.

Nous allons aujourd'hui discuter de ce qui fait l'actualité sociale en France, et où se rejoignent des questions que nous avons évoqué dans notre premier entretien sur la crise. En effet, ici mais aussi partout en Europe, les travailleurs sont immédiatement confrontés à une attaque : c'est la dégradation des retraites, des conditions désormais requises pour obtenir une retraite correcte. Cela fait partie d'une dégradation générale des « acquis sociaux », mais c'est un dossier particulièrement anxiogène pour des travailleurs qui ont le sentiment d'être sans perspectives, parce que ce n'est pas un dossier qu'on peut traiter localement dans sa boîte.

Nicolas Dessaux : C'est exactement le problème auquel nous faisons face. Dans sa boîte, le militant syndical, la déléguée du personnel qui font bien leur boulot, sont des personnes respectées, parce qu'elles sont à l'écoute, parce qu'elles débrouillent des problèmes, sont là pour soutenir face à la hiérarchie, pour porter les revendications propres à la boutique. Beaucoup de gens se syndiquent pour ça, comme un témoignage de reconnaissance ou une garantie de soutien en cas de coup dur. Mais ça ne veut pas dire qu'ils vont se lancer dans la lutte dès que la direction syndicale le demande, et selon les modalités qu'elle a prévu. Là où n'existe pas une longue histoire de luttes, de combats collectifs, c'est le seul point de repère. Mais pour les revendications nationales, c'est autre chose. Mobiliser les syndiqués n'est déjà pas facile, dans ces conditions, alors mobiliser toute la boîte, c'est une autre histoire.

Pour ça, le minimum, ce serait d'avoir des perspectives claires à proposer. Demander au gens de perdre une journée de salaires tous les deux mois, à chaque journée d'action, sans avoir l'air d'être vraiment prêts à affronter le gouvernement, ce n'est pas très convaincant. Il y a un décalage évident entre les luttes de boîtes très radicales de ces dernières années, avec séquestrations, sabotages, menace de destruction de l'usine, d'un côté, et les manifestations sans enthousiasme sur la question des retraites. Les syndicats ont des propositions pour les retraites, mais pas de perspectives de luttes.

Les travailleurs se disent qu'entre des syndicats qui ne tirent pas les leçons des précédentes confrontations sur le même sujet (par exemple : départ en COR, calendrier différent de journées « d'action » espacées, remise en cause de l'unité d'action à tout prix avec une CDFP toujours prête à signer, etc.) et une opposition parlementaire qui ne propose que des aménagements fiscaux sans remettre en cause la logique budgétaire, ils n'ont guère de moyens de lutter pour défendre leurs acquis. Avant tout, que peut-on leur dire qui puisse leur rendre confiance en eux ?

Camille Boudjak : Avant de voir ce qui peut redonner confiance aux travailleurs dans leur propre force, il faut, je crois, démasquer les « faux amis ». Tu parles de la CDFP, mais, d'une autre façon on pourrait en dire autant des directions de la CGT, de FO, etc. Début 2009, il y avait une claire volonté de lutte dans la classe ouvrière, avec des millions de manifestants en janvier et en mars, des grèves dures comme chez Continental, mais plutôt que de chercher d'impulser un mouvement d'ensemble du monde du travail, les directions syndicales ont isolé les boîtes en lutte (les laissant même seules face à la répression comme Continental) et n'ont proposé que des journées d'action très espacées. Sur les retraites, on a eu une journée d'action fin mars et on vient d'en avoir une fin mai, sans aucune revendication claire, et même si tout le monde sait que le projet du gouvernement est de repousser l'âge de la retraite, les directions syndicales se sont assises aux tables de négociations pour discuter ! Quand à la gauche, personne ne peut croire les promesses du PS de rétablir les 60 ans en cas de réélection. Une encyclopédie ne suffirait pas à lister toutes les promesses non-tenues du PS depuis 1981.

Contrairement à ce que tu dis, je ne crois pas que les syndicats « ne tirent pas les leçons », ce qui laisserait penser que les directions syndicales seraient naïves ou qu'il s'agirait d'un simple problème tactique à discuter « entre camarades ». Le problème des directions syndicales n'est pas qu'elles aient une « mauvaise tactique », mais qu'elles sont, depuis longtemps, intégrées au système capitaliste. Elles cherchent à trouver des revendications « réalistes » dans le cadre du système capitaliste, à conserver leur place de « négociateurs » avec le gouvernement et le patronat et craignent, plus que tout, un véritable coup de colère du monde du travail qui leur échapperait.

Pour que les travailleurs reprennent confiance en eux, je crois que le rôle des communistes est d'abord de ne pas semer des illusions sur la gauche, les directions syndicales ou les campagnes sans perspectives genre « référendum sur les retraites » (qui sera aussi efficace que celui sur la Poste). Oui, ce n'est que par un affrontement massif, la construction d'un vrai rapport de force, que l'on pourra faire reculer le gouvernement. La classe ouvrière en a les forces, mais il faut aussi, pour gagner se préparer à se passer et même à aller contre les directions syndicales et des partis de gauche, proposer quand c'est possible des comités de grève dans les boîtes en lutte et regrouper dès maintenant des militant(e)s capables de disputer la direction des grèves aux bureaucraties syndicales.

Peut-on faire un parallèle avec les attaques régulières contre la Sécu où l'on met en avant le « trou », sans guère parler du coût des exonérations patronales, en vue de

faire place aux complémentaires concurrentielles ? Allons-nous vers la privatisation des retraites par capitalisation ? Vers un système de retraites à deux vitesses ?

Camille Boudjak : Aujourd'hui, ce que veulent les capitalistes ce n'est pas des ouvriers de 65 ou 70 ans. Dans le bâtiment, la métallurgie et même dans les services, la politique du patronat c'est de virer les salariés d'un certain âge. Que l'on propose d'augmenter l'âge de la retraite quand des millions de jeunes sont au chômage montre bien à quel point la société capitaliste marche sur la tête !

Ce qui fait chier les capitalistes, c'est que les fonds de la Sécu et de la retraites, c'est des milliards, plus que le budget de l'État, qui ne « profitent » à aucun bourgeois. Quel travailleur peut espérer cotiser 42, voire 45 ans ? Comment l'imaginer quand à cause des études ou du chômage on n'entre sur le marché du travail qu'à 25 ans ? En fait, leur but c'est de liquider la retraite actuelle (et de pousser les travailleurs qui le peuvent à prendre des « fonds de retraites » vers les banques et compagnies d'assurance. Et là, ce fric pourra être placé, joué en bourse, bref rapporter, profiter à des capitalistes. Mais bien sûr, en cas de dévaluation ou de crise, tout cet argent mis de côté peut disparaître pour le travailleur. On a vu récemment aux USA et ailleurs comment des familles de salarié(e)s, et même des salarié(e)s qualifié(e)s comme des profs de fac, on pu se retrouver brusquement à la rue.

Nicolas Dessaux : Entièrement d'accord. Quand on examine le discours officiel sur les retraites, une question revient fréquemment, celles de « l'emploi des seniors », de comment inciter les entreprises à les embaucher. En clair, ils savent très bien que les entreprises n'ont pas spécialement envie de recruter ou même de conserver les « vieux » salariés. Il est également curieux de voir que les calculs du Conseil d'orientation des retraites considèrent le taux de chômage actuel comme un maximum. Tous leurs scénarios sont fondés sur le taux actuel, ou des taux inférieurs. Ça, c'est un calcul complètement idéologique, pour éviter d'avouer que le chômage pourrait encore augmenter. A partir de là, tous les calculs sont faussés. Ils vont simplement augmenter le nombre de chômeurs âgés, qui ne sont ni salariés, ni retraités.

Effectivement, plus le système de retraites sera déficient, plus les travailleurs vont devoir se tourner vers les caisses privées, les fonds de pension, comme c'est déjà le cas pour les mutuelles, qui doivent leur prospérité à la casse de la Sécu. L'enjeu financier est considérable : les fameux fonds de pension américains, qui sont des caisses de retraite privées, ont fait beaucoup parler d'eux à cause de leur impact sur les marchés financiers. Ils ont investis massivement dans des produits financiers « toxiques », dont le cours s'est effondré au moment même où ils devaient commencer à verser des retraites. Pour les capitalistes, les retraites, c'est d'abord une masse de fric sur laquelle ils veulent faire main basse.

Il y a exactement un siècle, en 1910, la CGT et l'aile guesdiste de la SFIO avaient milité contre une loi des retraites ouvrières, dénonçant à la fois la capitalisation, les cotisations obligatoires, l'âge trop tardif (65 ans) et le taux versé trop faible, réclamant plutôt un « droit » à l'assurance-vieillesse. Quel système de retraite les travailleurs doivent-ils défendre sous le capitalisme ?

Camille Boudjak : La base de nos revendications doit être ce dont nous avons besoin pour vivre décemment, pas ce que le capitalisme pourrait ou non accepter de nous offrir. Nous ne sommes plus dans la période des 30 glorieuses où la bourgeoisie acceptait de lâcher des miettes pour maintenir une certaine paix sociale. Aujourd'hui, la moindre miette veut dire un vrai rapport de force. Mais ce n'est pas parce que c'est la crise, que la bourgeoisie ne peut rien lâcher. En 1936 aussi c'était la crise.

A mon avis, il faut déjà mettre en avant le refus de toute régression. Parce qu'on en est là. Les luttes aujourd'hui sont défensives, c'est la bourgeoisie qui est à l'offensive et sur tous les fronts. Après, je crois que pour mobiliser il faut un programme revendicatif qui dépasse les retraites. Pour bien des jeunes travailleurs, touchés par le chômage, le travail précaire, les bas salaires, la souffrance quotidienne au travail, la retraite c'est loin et ils ont des problèmes très concrets à résoudre tout de suite.

Nicolas Dessaux : Cela peut sembler un point d'histoire, mais je crois en effet que c'est une question importante. La question de la retraite était une vieille revendication ouvrière. Il existait déjà, avant la loi de 1910, des caisses de retraites syndicales, liées à une entreprise ou une profession, et des mutuelles professionnelles. Les travailleurs avaient pris en main leur avenir, sans le confier à qui que ce soit d'autre. Mais cela n'allait pas sans difficultés : plusieurs mutuelles ont fait faillite, privant ceux qui avaient cotisés de leurs droits, et le courant mutualiste, dominé par les réformistes (rien d'étonnant à cela, puisqu'ils inscrivait son action dans le temps, non dans l'urgence de la révolution), souhaitait que l'état se porte garant en cas de défaillance. D'un autre côté, certains patrons avaient mis en place leurs propres caisses de retraite : ils s'en servaient comme d'un instrument de contrôle des ouvriers, puisque seuls les plus « méritants », c'est-à-dire les plus dociles, y avaient droit. A une époque où la main d'œuvre était très mobile, où les meilleurs ouvriers trouvaient facilement du travail ou fondaient leur propre atelier, c'était aussi un moyen de les fixer. On leur promettait une retraite au bout de 30 ans, puis on les mettait à la porte au bout de 28...

En 1910, la CGT était encore un syndicat révolutionnaire, très hostile à l'état et à toute forme d'intégration de classe ouvrière. Son aile réformiste, qui semblerait aujourd'hui radicale à bien des « révolutionnaires », était minoritaire. Dans la SFIO, non seulement les guesdistes, mais l'aile la plus radicale représentée par la Guerre sociale, étaient également de farouches défenseurs de l'autonomie ouvrière. La Jeune garde et son Organisation de combat, où se retrouvaient communistes et anarchistes, se préparaient concrètement à l'insurrection et pratiquaient le sabotage, notamment en sectionnant les câbles d'alimentation électrique des usines. La Révolution bouillonnait, et c'est pour cela que tous ceux qui craignaient cette Révolution étaient prêts à des concessions. Ils le disaient sans se cacher : accorder la loi sur les retraites était un moyen d'éteindre la colère ouvrière. De leur côté, les révolutionnaires considéraient que c'était un faux problème, puisque le communisme était à l'ordre du jour.

En effet, la retraite au sens où nous l'entendons est liée à l'existence du capitalisme. C'est une protection pour les travailleurs dans ce système, une garantie de pouvoir un jour en finir avec leur boulot sans être à la rue. Mais si on réfléchit

chit un peu à la façon de poser la question dans une société communiste, on s'aperçoit qu'il est possible de la résoudre très différemment. Dans le capitalisme, on n'a pas toujours la chance de choisir son travail ; on ne peut pas changer de boîte facilement, surtout en période de chômage ; reprendre une formation, changer de métier, nécessitent des sacrifices souvent impossibles ; le boulot est fatiguant, pour le corps et pour l'esprit, surtout quand on doit subir une hiérarchie imbécile, des horaires ou des rythmes intenable. Les capitalistes ont besoin de fixer la main-d'œuvre, de la contrôler, de briser sa volonté, son humanité même, pour engranger leurs profits. La retraite protège de tout cela, mais le prix en est lourd, parce que le travail est souvent le seul lieu de socialisation : beaucoup de retraités sont vite isolés, s'ennuient et se replient. Dans la société capitaliste, on lie l'utilité sociale à la productivité, et les retraités se sentent inutiles parce qu'ils ne sont plus productifs. Et puis, c'est toujours une chute du niveau de vie, surtout si on n'a pas eu la possibilité de cotiser pour une caisse complémentaire.

Le communisme, au véritable sens du terme, est très différent, puisque la notion même de profit disparaît. Dans une société communiste, on peut choisir son métier, se former, changer quand on ressent l'envie, changer de boîte si on préfère l'ambiance, la méthode, ou tout autre critère. Le principe essentiel, c'est « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ». Donc, c'est à chacun de sentir s'il est fatigué, s'il a envie de s'arrêter de bosser par ce qu'il se sent trop âgé, ou de réduire son activité pour un rythme mieux adapté à ses possibilités physiques, à son endurance, à sa santé. Il n'y a ni raison d'empêcher quelqu'un de partir, ni de l'obliger à rester, et ça ne change rien au niveau de vie : la société doit subvenir aux besoins de tous ses membres. Si une personne trouve qu'elle a encore envie de travailler, parce qu'elle aime ça, parce qu'elle s'entend bien avec ses collègues, parce qu'elle n'a pas envie de faire autre chose, elle doit pouvoir le faire dans de bonnes conditions, en adaptant ses tâches. Et si elle trouve qu'il est temps de passer à autre chose, c'est son droit également. Je ne crois pas, bien au contraire, que cela encouragera les gens à en faire le moins possible. Seuls les idéologues du capitalisme croient que leur système encourage les gens à travailler, alors qu'il les incite plutôt à trouver tous les moyens possibles de diminuer la pression. Quand Marx parle de l'abolition du travail, il ne veut pas dire qu'on ne va plus rien faire, que tout ce qui est nécessaire à la vie va soudain tomber du ciel, mais plutôt que toutes les humiliations qui transforment l'activité productrice en travail capitaliste et l'être humain en travailleur exploité doivent disparaître.

Or, ce que contestaient nos ancêtres révolutionnaires, voici un siècle, lors de la loi sur les retraites, c'est bien cela : elles sont payées par les ouvriers eux-mêmes, alors qu'ils avaient déjà des salaires de misère et des conditions de travail éprouvantes. Que ce soit sous la forme de capitalisation, de cotisation, d'impôt, cela revient fondamentalement au même, parce que toute la richesse est produite par la classe ouvrière elle-même. On peut toujours baptiser « charges patronales » une partie du salaire pour faire croire que c'est le patron qui la paye, ou vouloir « taxer les riches », ce sont les travailleurs vont payer, parce que cet argent est le produit de leur travail, de leur exploitation. Tout au plus, ils le payeront une seconde fois dans la hausse des prix que cela engendre, puisque le capitaliste va simplement répercuter, à plus ou moins long terme, cette hausse du coût du travail

dans le coût de production de ses marchandises. Cela, les communistes, les syndicalistes révolutionnaires, les anarchistes d'il y a un siècle le savaient bien, et c'est pour cela qu'aux solutions proposées par la bourgeoisie ou par les réformistes, ils opposaient le droit à l'assurance-vieillesse, c'est-à-dire le devoir pour la société de s'occuper de tous ses membres. Je crois qu'il est important d'avoir tout cela en tête, quand on parle des retraites. Oui, c'est une conquête de la lutte des classes, mais il faut comprendre dans quelles conditions, et pourquoi la bourgeoisie les a accordé, comme elle a accordé d'autres réformes : pour briser la révolution, pour briser l'esprit révolutionnaire de la classe ouvrière.

Un des points qui posent problème dans la lutte actuelle, c'est la difficulté de mots d'ordre unifiants entre travailleurs du privé et travailleurs de l'Etat. Les acquis ne sont pas forcément les mêmes (une « pension » n'était pas la même chose qu'une « retraite »), certains intérêts ponctuels non plus (un calcul du taux sur la paie des 6 derniers mois est généralement avantageux pour un fonctionnaire dont la carrière progresse à l'ancienneté, mais c'est loin d'être forcément le calcul le plus avantageux pour un travailleur du privé à la carrière plus « accidentée »). Comment résoudre au mieux, sur la question des retraites comme pour d'autres dossiers chaque fois que le problème se pose, la nécessité de revendications unifiantes pour les luttes ?

Camille Boudjak : Je reprends ce que je disais juste avant. Tu parles des différences public/privé, mais il faut aussi unir les travailleurs de tout âge. Pour un ouvrier de 30 ans, qui ne sait pas s'il n'est pas le prochain sur le plan de licenciement, et/ou pour qui chaque jour où il doit aller au boulot est vécu comme une souffrance, pour qui le salaire ne suffit pas à joindre les deux bouts, la retraite c'est loin et ce n'est pas le plus urgent. Le monde du travail, le salariat, en France en ce début de 21ème siècle, c'est des travailleurs qui se suicident tellement ils souffrent au boulot ! A mon avis, les revendications unifiantes, ce serait le refus de tout licenciement, la hausse des salaires (1500 euros minimum dès aujourd'hui), l'embauche en CDI des précaires et des embauches massives tant pour lutter contre le chômage que pour réduire le stress et les cadences au travail, la réduction du temps de travail, etc. Mais je me demande si le réformisme, même radical, a encore une perspective aujourd'hui. Je crois qu'il faut avancer les revendications sur la base que chaque travailleur, chaque être humain, doit avoir une vie décente, sans crainte du chômage et sans crever au travail, et que nous avons les moyens technologiques, humains, culturels pour une telle vie ! La question n'est pas de savoir ce que la bourgeoisie est prête à nous accorder mais ce dont nous avons besoin, et se préparer à ce qui aujourd'hui est de plus en plus nécessaire, le renversement de la bourgeoisie, la destruction de ce système inhumain qu'est le système capitaliste, la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière pour construire le socialisme, bref la révolution.

Nicolas Dessaux : La complexité de la situation ne s'arrête pas à la division public / privé, même si elle joue en France un rôle très important, du fait de l'importance du secteur public. Il y a d'abord une division emplois précaires / emplois stables, qui me semble très importante dans la situation actuelle. Pour une personne qui n'a connu qu'une longue alternance de chômage non rémunéré et de jobs pas

toujours déclarés, qui a passé des années à la fac sans boulot à la clef, ou qui n'a jamais travaillé, le droit à la retraite, l'âge de la retraite, ça ne veut pas dire grand chose. Pour toute une génération a qui on a martelé : « de toute façon, il n'y aura pas de retraites pour vous, pas d'argent pour la payer », ça n'est pas très parlant non plus. Même pour ceux qui bossent aujourd'hui, à qui ont dit : « vous, vous bossez pour payer la retraite de vos aînés, mais ne comptez pas en avoir une un jour », ça semble un combat déjà perdu. La propagande politique, mise en place depuis longtemps, a joué son rôle. Pour toutes les femmes qui savent qu'elles n'auront jamais une retraite complète, parce qu'elles ont arrêté de bosser une partie de leur vie, les 37,5 annuités sont plutôt synonymes d'inégalité qu'autre chose, même s'il y a eu des acquis sur ce plan. Pour défendre les retraites, il faut déjà penser qu'on en aura une et que ça vaut le coup de se battre pour la garder. Donc, la première division passe entre ceux pour qui la retraite est une réalité concrète, et ceux pour lesquels les retraités et futurs retraités sont déjà des "privilegiés". Là dessus, les slogans syndicaux passent à côté des vrais problèmes, quand bien même ils l'abordent avec lucidité dans leurs analyses.

Ensuite, il y a la complexité des systèmes de retraites, qui est décourageante. Le film Mammuth exprime très bien ce problème : Serge, le personnage joué par Gérard Depardieu, est un ouvrier qui part en retraite. Pour faire avoir ses droits, il doit sillonner la région à moto pour retrouver des feuilles de paie manquantes, des attestations de ses anciens employeurs depuis 40 ans, et tout est compliqué, bureaucratique, incompréhensible... Il ne reste plus qu'à vendre sa moto pour « racheter » ses trimestres manquants. Cette situation, bien des retraités la connaissent, et même pour les organismes sociaux, ces nombreux « polypensionnés » sont complexes à gérer. Pour beaucoup de salariés, savoir à quel âge ils pourront partir, combien ils auront, comment ça va se passer, est un mystère. Quand ils commencent à s'en soucier, il est déjà tard pour penser aux retraites complémentaires, aux papiers à conserver, et ainsi de suite. Le système est organisé de telle manière qu'il faudrait commencer à penser à la retraite en même temps que l'inscription à la crèche ! Ça aussi, cette complexité, est un frein à la mobilisation, parce que les débats et leurs enjeux, les subtiles divergences entre les propositions des différents syndicats, les déclarations politiques, sont difficiles à évaluer lorsque chacun les compare à sa situation personnelle. Est-ce que cette solution est bonne ou mauvaise pour moi ? Est-ce que ça me donne une meilleure garantie pour quand je serais vieux ? Tout cela est réellement difficile à saisir. C'est pour cela que les débats se focalisent sur le départ à 60 ans, parce que c'est un repère social simple et clair – alors que dans la réalité, l'âge moyen de départ est plus âgé.

Les « régimes spéciaux » sont un autre axe de division. Le gouvernement le sait bien, puisqu'il a déjà annoncé qu'ils n'y toucheront pas – ce qui signifie, dans leur langage, qu'ils les réformeront plus tard, séparément, afin de saucissonner

les luttes en évitant de provoquer les catégories professionnelles les mieux organisés et les plus combatifs. Ce sont des conquêtes sociales précisément liées à cette organisation et cette combativité, qui avaient autrefois le mérite de proposer des points de repères, de montrer ce qu'il était possible de gagner. Mais les gouvernements successifs ont su jouer de cette division, en dénonçant les « privilèges » des régimes spéciaux pour les opposer aux autres salariés. La division public / privé est du même registre, de ce point de vue : elle structure fortement les représentations sociales en France et fait souvent apparaître les mouvements sociaux comme la défense d'avantage catégoriels, supportés par les autres travailleurs par le biais des impôts. Les syndicats de fonctionnaires et les organisations de gauche jouent d'ailleurs volontiers ce jeu-là, avec le discours sur les "services publics", qui seraient « utiles à tous » - comme-ci construire des maisons, produire de la nourriture ou fabriquer de la lessive était inutile et ne servait à personne... je ne rentre pas ici dans une critique plus détaillée de la notion de « service public », car ce qui est important pour la question des retraites, c'est de voir comment le gouvernement et le patronat utilisent ces axes de division comme autant de freins à la mobilisation. Il est de leur intérêt que les salariés soient séparés en une multitude de catégories régies selon des modalités administratives et légales différentes : cela rend l'unité des luttes plus difficile.

Il est facile de comprendre pourquoi chacun se bat pour conserver ce qu'il a déjà, à condition d'avoir quelque chose. Mais comme chacun a, dans cette société, des droits différents, cela conduit à être battu chacun dans son coin. De plus, nous nous trouvons placés dans une situation de luttes défensives, qui est, sans jeu de mots, une perpétuelle retraite dans la guerre de classe. Pour être unifiantes, des revendications doivent être simples, claires et « tomber sous le sens ». Comme je l'ai dit, la retraite à 60 ans est un repère social important. Donc, nous pouvons demander que ce soit vraiment le cas, c'est-à-dire que ce soit l'âge auquel on a le droit de s'arrêter, quelque soit les aléas de sa carrière, quelque soit le temps où l'on a effectivement bossé. Cela résout toutes les questions de savoir s'il faut prendre en compte les années d'études, de congé parental, de chômage et ainsi de suite.

C'est la manière dont nous devons aborder les revendications immédiates : si nous rentrons dans le jeu du « réalisme », si nous prenons en considération les impératifs économiques tels que les patrons et le gouvernement nous les présentent, alors il ne nous reste plus qu'à accepter leurs conclusions. La journée de 8 heures, les congés payés, toutes sortes d'acquis qui nous semblent aujourd'hui des évidences, étaient dénoncés comme irréalistes autrefois, les patrons et leurs idéologues démontraient par toutes sortes de chiffres et d'arguments que cela ne marcherait jamais. Nous les avons gagnés. Il faut nous fonder uniquement sur nos besoins, sans nous soucier des leurs. C'est ça, le communisme en marche. ■ 31 mai 2010

Qui sommes nous ? Le communisme-ouvrier, c'est le mouvement de la classe ouvrière contre l'exploitation capitaliste et pour la libération de l'humanité de toute forme d'oppression. C'est une société sans classes, c'est l'abolition du salariat, la propriété commune des moyens de production, l'égalité et la liberté. C'est une société qui applique réellement le principe « de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ». Le communisme, ce n'est ni l'indépendance nationale, ni l'étatisation de l'économie, ni la nostalgie de l'URSS, de la Chine ou de toute autre dictature soi-disant socialiste, ni le soutien à n'importe quel réactionnaire sous prétexte qu'il est anti-impérialiste. Dans les luttes sociales, contre l'exploitation capitaliste, contre le sexisme, contre le racisme, contre le nationalisme, contre l'intégrisme, contre le totalitarisme, contre toute forme d'oppression et les discriminations, les communistes sont là, pour préparer la révolution et le véritable changement social.